

**Rencontre nationale des travailleurs d'université du SCFP
Montréal, Québec**

**Hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth
12 - 14 octobre 2006**

**Panel sur les négociations coordonnées
Exposé de Janice Folk-Dawson**

Je suis heureuse d'être dans une salle remplie de travailleurs du postsecondaire avec qui, pour les deux prochains jours et peut-être même tard dans la nuit, nous partagerons l'expérience, les succès et les défis de notre travail dans ce secteur. C'est la première fois que les travailleurs de l'éducation postsecondaire du SCFP ont plus d'une heure avant un congrès national à consacrer à la coordination. Il faut souligner que c'est grâce à cette coordination, pendant les réunions d'une heure avant les congrès, que nous sommes ici aujourd'hui, parce que plusieurs d'entre nous sommes allés aux micros de ces congrès demander au SCFP de nous permettre de réaliser tout notre potentiel, tant comme secteur dynamique au sein du SCFP que comme opposant actif à la privatisation agressive du secteur public. Consœurs et confrères, les possibilités de stratégie nationale de coordination que nous pourrons élaborer en fin de semaine sont illimitées et totalement à notre portée. Je ne doute pas que maintenant, avec cette occasion favorable, les travailleurs du secteur postsecondaire se mobiliseront à l'échelle nationale pour réaliser leur plein potentiel et prendre leur place dans notre syndicat.

Je suis Janice Folk-Dawson et je suis membre de la section locale 1334 du SCFP à l'Université de Guelph, en Ontario. Ma section locale représente les travailleurs des métiers, de l'entretien et des services. Je travaille à l'université depuis vingt ans et, même si je suis en congé pour assumer mes fonctions de présidente, je suis classée magasinnière principale, ce qui veut dire que je distribue tout le matériel, même le ruban adhésif, dont ont besoin les talentueux confrères et consœurs qui assurent l'entretien différé sur nos campus, un entretien qui coûte des milliards de dollars. J'ai fait partie à trois reprises de l'équipe de négociations de ma section locale et, les deux dernières fois, j'ai eu l'honneur d'en être la porte-parole.

J'ai le privilège d'être ici ce matin, à titre de présidente du Comité de coordination des travailleurs d'université de l'Ontario, pour parler de deux de mes passions : la coordination et la négociation. Le Comité de coordination des travailleurs d'université de l'Ontario (CCTUO) représente plus de 20 000 travailleurs d'université, dont des travailleurs universitaires, des travailleurs de soutien et d'autres qui travaillent à l'université mais qui n'en sont pas des employés – la

majorité dans les services aux étudiants. Nous avons des membres dans dix-huit campus universitaires. La plupart de nos campus ont deux, trois ou parfois même quatre sections locales du SCFP et ces sections locales ont souvent deux ou trois unités différentes avec des conventions collectives distinctes. Notre comité est financé par le SCFP-Ontario, au conseil exécutif duquel j'occupe un siège à titre de présidente.

La structure de notre comité est la suivante : une présidente ou un président élu, une conseillère ou un conseiller en santé et sécurité, une conseillère ou un conseiller des accidents du travail et une déléguée ou un délégué par université, ce qui signifie que les sections locales de chaque campus doivent élire une conseillère ou un conseiller pour leur université. Nous avons aussi un coordonnateur qui, bien qu'il soit très dévoué, n'occupe pas ce poste à plein temps et, finalement, un chercheur du SCFP national.

Notre groupe, très actif et très diversifié, illustre les multiples facettes des conditions de travail pour une variété d'emplois sur une variété de campus. Nous nous sommes mobilisés, dans les quelques dernières années, lorsque nous avons pris conscience qu'en unissant nos forces et nos habiletés, nous aurions une influence beaucoup plus forte, tant auprès de nos employeurs que du gouvernement provincial. Le CCTUO existe depuis environ dix ans – nous étions auparavant intégrés aux travailleurs des conseils scolaires du secteur de l'éducation.

Les quelques premières années, notre comité était composé de cinq conseillères et conseillers régionaux plus une présidente ou un président et une conseillère ou un conseiller en santé et sécurité. Ces années ont surtout été faites de partage de rapports de sections locales, de diffusion de propositions de clauses nationales, de travail sur la question des fusions et de la banque d'emplois et de cueillette et d'échange de règlements récents de conventions collectives. Nous ne faisons ni recrutement, ni planification en tant que secteur et, souvent, il n'y avait que peu ou pas de communication ou de relations entre les différentes sections locales du SCFP sur les campus d'université, et encore moins entre les universités elles-mêmes. Il y a environ cinq ans, lorsque nous avons modifié nos règlements et que nous sommes passés de cinq conseillers régionaux à un conseiller par université, les coalitions de campus sont naturellement devenues l'étape suivante. Les sections locales du SCFP ont établi des contacts avec les associations étudiantes de premier cycle et des cycles supérieurs et avec les autres unités de négociations sur nos campus. Des coalitions se sont formées. Finalement, les travailleurs et les étudiants ont formé un front commun sur des questions comme l'insuffisance de financement du gouvernement, l'élimination des risques pour la santé et la sécurité dans nos lieux de travail et d'apprentissage, la résistance à la privatisation du système d'éducation postsecondaire et l'avancement des droits de la personne par l'élimination du système de classes entre l'administration, le personnel, les étudiants et les facultés. Ces coalitions étaient très efficaces pour organiser l'action sur le

campus, exercer des pressions auprès des députés provinciaux et influencer l'ordre du jour des assemblées des universités, mais elles ont de plus démontré le pouvoir de la solidarité lors des récentes séries de négociations, à un moment où un tel soutien était essentiel pour décrocher des contrats équitables. Le soutien important des autres travailleurs et la solidarité dont ont fait preuve les étudiants ont permis aux membres de la base du SCFP de prendre conscience qu'ils pouvaient faire partie d'un mouvement plus vaste.

C'est au moment de la formation des coalitions de campus, dont le CCTUO soutenait la coordination, qu'a commencé le premier des sondages-campus du SCFP. Nous avons établi le premier classement indépendant de celui du *MacLeans*. Mais surtout, ce sondage nous a menées, notre coordonnatrice Mary Catherine McCarthy et moi-même en tant que présidente, dans 11 campus où nous avons rencontré des dirigeantes et dirigeants de sections locales et des militantes et militants. Les sections locales ont convoqué une réunion d'associations étudiantes, d'autres syndicats et de groupes d'employés.

C'est l'un des nombreux moyens d'action réussis entrepris par les coalitions de campus et appuyés par le CCTUO. Le rapport sur ce sondage est devenu notre outil durant l'examen Rae – un examen provincial de l'état de l'éducation postsecondaire qui recommandait d'augmenter l'entretien différé dans les universités d'Ontario. Au cours des deux dernières années, nous avons constaté que les administrations des universités et les gouvernements provinciaux ont dû allouer des ressources financières et humaines à l'entretien différé sur nos campus. Une autre preuve qu'un petit groupe de personnes peut changer son monde.

Une fois les sections locales de chaque université reliées entre elles par les coalitions, et une fois le comité constitué, les délégués des universités ont enfin eu une vue d'ensemble des enjeux de toutes les sections locales du SCFP sur leurs campus. Nous avons rapidement conclu que la plupart de nos problèmes, qu'il s'agisse des travailleurs d'université ou des travailleurs de soutien, étaient les mêmes.

Nous avons aussi constaté qu'il y avait des disparités, entre les universités, dans les salaires, les conditions d'emploi, les régimes de retraite, les avantages sociaux et le gel des droits de scolarité, et que ces disparités ne seraient corrigées que si nous unissions nos forces pour provoquer des changements.

Nous ne pouvons pas ignorer que les administrations des universités se coordonnent aussi, par le biais du Conseil des universités d'Ontario, qu'elles partagent des stratégies de négociations et qu'elles sont des joueurs clés dans la privatisation et la corporatisation du système d'éducation postsecondaire de la province de l'Ontario. Nous savons aussi que nous devons entreprendre des négociations coordonnées pour empêcher que l'isolement ne nous conduise à notre défaite. Alors que les administrations des universités se font concurrence

pour un financement insuffisant et pour de l'argent privé assorti de conditions imposées par les entreprises, nous ne devons pas oublier nos principes syndicaux : des conditions de travail justes et équitables pour tous les travailleurs, sans égard à leur classification ou à leur situation géographique et les principes de justice sociale du SCFP pour un système d'éducation postsecondaire financé publiquement et pleinement accessible partout au pays.

À la conférence annuelle du CCTUO, nous avons tenu des séances de négociations coordonnées au cours desquelles les sections locales ont décidé démocratiquement que les trois enjeux sur lesquels elles se coordonneraient seraient la sécurité d'emploi, les salaires et les frais de scolarité. Le groupe des négociations coordonnées de 2005 a recruté des travailleurs universitaires et de soutien et a discuté et décidé de quelle manière ces sous-groupes participeraient aux négociations coordonnées. Des exemples de clauses sur les enjeux déterminés ont été fournis aux sections locales pour qu'elles les utilisent dans leurs séances de stratégies de négociations. Les sections locales à la table de négociation ont eu au moins deux occasions de rencontrer d'autres sections locales dans la même situation. Les sections locales ont échangé des propositions, des sondages, des stratégies de mobilisation des membres; les membres négociateurs les plus expérimentés ou les plus aguerris ont pu partager leurs connaissances de l'abc ou des étapes du processus de négociation. Je ne crois pas que, comme secteur, nous étions tous prêts à miser sur le potentiel et le pouvoir des dates d'échéance communes et je dirais que le groupe de 2005 travaillait en mode coopération plutôt qu'en mode coordination. Mais l'aspect positif de cette expérience est qu'elle a accrédité l'idée que les négociations coordonnées devaient être à l'ordre du jour de la conférence de 2006 du CCTUO. Nous avons invité des conférenciers de deux des autres compétences, les soins de santé et les services sociaux, pour qu'ils nous parlent des succès des négociations coordonnées dans leurs secteurs.

Puis il y a eu un point tournant pour le CCTUO à cette conférence de 2006 : par manque de temps, nous nous sommes, pour la première fois, divisés par années plutôt que par travailleurs d'université ou de soutien. Nous ne sommes jamais revenus en arrière et maintenant il y a tout un mouvement en ce sens en Ontario, et nous avons des projets pour 2008. Imaginez si toutes les sections locales de l'éducation postsecondaire du SCFP en Ontario avaient une date d'échéance commune en 2008 et si, au lieu de négocier de manière isolée contre les administrations d'universités qui insistent pour se faire concurrence pour obtenir du financement, nous pouvions obliger les gouvernements provinciaux à participer aux solutions de financement pour notre secteur et à les mettre en œuvre.

Nous avons 12 sections locales engagées dans la série de négociations coordonnées de 2006. Ce groupe se coordonne sur deux fronts différents : d'une part, il dépose les propositions communes sur la table de négociation, qui incluent une date d'échéance commune pour 2008 et, d'autre part, il coordonne le calendrier du processus de négociations.

Nous sommes très fiers de ce groupe parce qu'il incarne la bataille politique pour un financement public accru et que la mobilisation des membres qu'on observe sur les campus, en particulier pour les sections locales 3906 de McMaster et 4600 de Carleton, démontre le pouvoir de la solidarité, le pouvoir de changer le cours des négociations et d'obtenir des gains réels pour nos membres.

Nous avons décidé, comme comité, de faire pencher la balance en notre faveur et nous avons soumis au SCFP national une proposition de campagne à frais partagés pour promouvoir les négociations coordonnées. Les objectifs à court terme de cette campagne incluent la sensibilisation de toutes les sections locales du CCTUO à l'importance stratégique des négociations coordonnées, l'obtention d'un engagement de participation des sections locales, la coordination, par un groupe de 2006, en matière de salaires, de sécurité d'emploi et de gel des droits de scolarité, ainsi que la création d'un groupe de travail de 2007 pour les dates d'échéance. Parmi les objectifs à long terme, citons la participation de toutes les sections locales à la campagne de négociations coordonnées, la protection des emplois des travailleurs d'université et l'amélioration des conditions de travail. Nous sommes heureux d'annoncer que le financement de cette campagne a été approuvé à 100 pour cent par le SCFP national et que notre initiative de sensibilisation des membres et de soutien aux sections locales en négociations bat son plein – trois sections locales ont réglé avec des dates d'échéance en 2008, cinq sections locales sont à la table, une section locale attend ses dates, deux sections locales sont en conciliation et une section locale a une recommandation de non-conciliation avec une échéance fixée au 23 octobre. Les trois sections locales qui ont obtenu un règlement, les deux qui sont en conciliation et celle qui a reçu une recommandation de non-conciliation sont présentes aujourd'hui et nous aimerions les entendre pour enrichir nos discussions. J'espère aussi que, en tant qu'assemblée nationale de travailleurs du secteur postsecondaire, nous apporterons le soutien le plus complet, le plus efficace et le plus créatif possible.

Une stratégie de communication commune, un processus décisionnel démocratique et le développement d'une relation de confiance entre les sections locales sont essentiels pour le succès des négociations coordonnées. Les sections locales 2006 participent à des conférences téléphoniques au cours desquelles elles font le point et élaborent des stratégies. Nous produisons aussi des bulletins de négociations que nous distribuons aux sections locales pour que les membres de la base restent à jour sur la campagne.

Nous tenons à promouvoir l'idée que les négociations coordonnées, dans les faits, accroissent l'autonomie des sections locales car elles leur assurent à chacune d'avoir l'information, les outils et les ressources qui lui permettront d'obtenir la meilleure convention collective pour ses membres. Nous voulons aussi que le comité de négociations et les dirigeants de sections locales, ainsi que tous les membres du SCFP sachent qu'ils ne sont pas seuls dans ce processus. Nous comprenons que, tout comme vous devez mobiliser les membres de la base tout au long du processus de négociations, c'est la participation de ces membres, leurs convictions et leur confiance qui détermineront le succès des négociations coordonnées.

Nous convenons qu'en Ontario, notre travail ne fait que commencer. Nous sommes ici, en fin de semaine, pour partager notre expérience, pour apprendre des autres provinces et, j'ose le suggérer, pour participer au développement d'une coordination nationale centrée sur le gouvernement fédéral et sur l'urgence d'un financement public adéquat, l'arrêt de la privatisation et de la corporatisation de l'éducation postsecondaire et, surtout, l'amorce de discussions sur le profit que la société tire d'un système d'éducation postsecondaire dont le financement est public et qui entièrement accessible.

Imaginez-vous, consœurs et confrères, en 2010 – et imaginez que toutes les sections locales de l'éducation postsecondaire du SCFP au pays ont une date d'échéance commune – imaginez seulement, consœurs et confrères!

Paix et solidarité,